

*Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale*

***Dossier***  
***"Gouvernance  
environnementale et gestion  
de la planète"***

**Base documentaire**

Juillet 2008

# *Présentation*

La crise provoquée par le caractère accéléré et probablement irrévocable de l'impact des activités humaines sur la nature exige des réponses collectives de la part des gouvernements et des citoyens. La nature ignore les barrières politiques et sociales et la dimension mondiale de la crise annule les effets de toute action initiée unilatéralement par un gouvernement étatique ou une institution sectorielle, quelle que soit sa puissance. Le changement climatique, la pollution maritime et atmosphérique, les risques nucléaires et ceux liés à la manipulation génétique, la réduction et l'extinction des ressources et de la biodiversité, et avant tout un modèle de développement qui sur le plan mondial reste largement à l'abri de toute remise en question comptent tous parmi les diverses manifestations de cet impact accéléré et sans doute irrévocable.

Cet impact est le facteur, dans le cadre de la mondialisation, qui remet le plus en question un système d'États qui rivalisent les uns avec les autres à l'exclusion de tous : parmi les différents champs de la gouvernance mondiale, la gestion de l'environnement est celui qui nécessite le plus urgemment des réponses à la crise sous forme d'actions collectives menées par l'ensemble de la communauté humaine. Ces actions devraient aider en même temps à modeler et renforcer la construction progressive de cette communauté.

Ce dossier contient un ensemble de réflexions et de propositions formulées ces dernières années autour de la dimension environnementale de la gouvernance mondiale. Elles sont organisées selon les thèmes suivants : reconstruction de l'équilibre environnemental ; gestion des ressources énergétiques, minérales et maritimes ; l'agriculture, et la sécurité et la souveraineté alimentaires ; le développement durable ; et la relation humanité-biosphère.

La gouvernance environnementale en général est traitée dans deux articles : un programme ambitieux pour réformer la gouvernance de l'environnement mondial et une étude sur le rôle de sciences sociales comme agent de facilitation pour l'émergence de formes systémiques de gouvernance.

Les réflexions et les propositions dans le domaine de la reconstruction de l'équilibre environnemental incluent la mise en mouvement de nouveaux processus et la création de nouvelles institutions pour traiter du changement climatique, la constitution de réseaux d'informations et d'échanges, et la promotion d'accords de commerce équitable.

Dans le domaine de la gestion des ressources, le dossier comprend un cahier de propositions sur la gestion durable des forêts, un nouveau contrat mondial sur l'eau, ainsi que d'autres propositions sur ce thème produites par le travail du Forum alternatif mondial de l'eau.

Deux déclarations sur la souveraineté alimentaire par des mouvements sociaux introduisent le thème de l'agriculture, et de la sécurité et la souveraineté alimentaires. Ici, le thème est abordé à partir de la perspective des besoins des populations et de la nature publique inaliénable qu'il faudrait accorder aux ressources naturelles.

Quant au développement durable et la relation humanité-biosphère, deux concepts sont analysés : le premier, la décroissance en tant qu'alternative au modèle de développement durable, et le second, celui d'espace environnemental, qui offre un cadre cognitif pour une approche exhaustive et intégrée à la construction de la politique. Deux autres articles traitent généralement davantage de la nécessité de construire un nouveau modèle intégré et pluriel de gouvernance mondiale qui prenne en compte les différents acteurs et que l'on peut construire selon un calendrier qui permet de réaliser une meilleure mise en œuvre de son développement.

Enfin, deux documents traitent du besoin de repenser le modèle urbain sous le thème de la gestion des territoires, des villes et du monde rural. Le rôle des territoires dans la mondialisation est également analysé et l'on propose des voies pour stabiliser les diverses formes de propriété communautaire qui tendent à disparaître dans le contexte du modèle libéral mondialisé. Un dernier document propose, comme fruit des débats et de l'expérience d'une organisation sociale, un modèle pour un développement régional intégral pour l'Amazonie.

Ce dossier regroupe pour la première fois une variété d'analyses, d'idées et de propositions en ce qui concerne le contenu, les perspectives, les thèmes et les influences culturelles dans le domaine de la gouvernance environnementale à l'échelle planétaire. En ce sens, son originalité et sa pertinence sont liées à la nature

pionnière de la quête pour répondre au besoin d'un développement pluriel et responsable pour cette dimension de la gouvernance mondiale.

*Les articles inclus dans ce dossier sont issus de la base de données du site web du FnGM (Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale). La base documentaire du FnGM contient des articles et des documents qui reflètent l'évolution récente de la réflexion sur la gouvernance mondiale, précisément en lien avec les thèmes développés dans les différentes activités du forum. La méthodologie de présentation est inspirée des fiches DPH (Dialogues pour le progrès de l'humanité).*

*Dossier constitué par : Germà Pelayo  
Adresse électronique : [germa@alliance21.org](mailto:germa@alliance21.org)  
Tél. (provisoire) : +258 829417221; +34 977 313464;  
Adresse postale : Pg. Sunyer 45 bis, 8è D, 43202 Reus, Catalogne*

# *Sommaire détaillé*

## **(0. Général)**

### *1 - La gouvernance environnementale mondiale : Éléments d'un programme de réforme*

"Éléments d'un programme de réforme" est le troisième et dernier chapitre du livre électronique, "Gouvernance environnementale mondiale : Un programme de réforme", publié en 2006 par l'Institut international du développement durable. Dans ce chapitre, les auteurs suggèrent qu'il semble exister un consensus autour de cinq objectifs principaux quant à la gouvernance environnementale mondiale (GEM) : (1) un leadership assurée par des institutions proéminentes et compétentes qui commandent le respect et le soutien des grands dirigeants mondiaux ; (2) la connaissance, qui fait de la GEM un système qui se base sur les connaissances et produit des connaissances ; (3) la cohésion, autour d'une vision environnementale mondiale partagée ; (4) la performance, avec des institutions de GEM qui sont bien gérées, ont les ressources dont elles ont besoin et utilisent ces ressources efficacement ; et (5) la diffusion, vers les autres arènes de la politique internationale, et vers des institutions non environnementales.

### *2 - Gouvernance systémique de la planète : les sciences sociales à l'épreuve*

Cet article décrit la notion de gouvernance systémique de la planète en tant que nouveau phénomène social, programme politique et sujet de recherches. Il décrit ensuite les problèmes majeurs qui rendent compliquée cette gouvernance en tant que projet politique ainsi qu'en tant que pratique de recherches, à savoir la crédibilité, la stabilité, la capacité d'adaptation et la capacité d'inclusion. La partie principale de l'article sert à exposer les cinq défis qui se trouvent au coeur de la gouvernance systémique de la planète : l'architecture, l'action au-delà de l'État, l'adaptation au sein de l'État, la responsabilité et l'allocation.

## **1. Reconstruction de l'équilibre environnemental**

### *3 - Les paysan(ne)s qui pratiquent une agriculture durable contribuent à refroidir la terre*

Un réseau mexicain montre comment la logique qui soumet la réalité économique nationale aux intérêts des entreprises transnationales va de pair avec un manque de démocratie et de transparence au niveau national. La constitution de réseaux d'information et d'échanges, la mobilisation de la société civile sont indispensables à l'invention et la promotion d'accords commerciaux équitables.

### *4 - Élargir et renforcer les objectifs du Protocole de Kyoto : inciter les parties prenantes internationales à s'engager dans la transparence sur les gaz à effet de serre*

L'article propose de créer une nouvelle institution, l'Organisation internationale des émissions (OIE), dont le but serait de surmonter les carences des politiques actuelles sur la réduction de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre. L'OIE rassemblerait les partenaires dans un cadre plus concis permettant de rationaliser les diverses initiatives existantes et futures. En complément de la législation et des règles actuelles et à venir, l'OIE devra mettre en place un certain nombre d'outils, de pouvoirs, de mécanismes de gouvernance et d'incitations pour résoudre quelques uns des problèmes.

### *5 - Conférence pour le changement climatique*

Le plan de contrôle coopératif à l'échelle mondiale qu'on expose dans cet écrit est axé sur la création d'un accord international en plusieurs points. Les objectifs de la proposition se divisent fondamentalement en deux parties. D'abord, la recherche de voies alternatives de réduction des

émissions de gaz à effet de serre, surtout celles liées à des sources énergétiques, et deuxièmement, une méthode de veille des comportements des pays concernés.

#### *6 - Les émissions de gaz à effet de serre et les efforts d'atténuation à l'échelle mondiale*

Le changement climatique est un défi global majeur directement lié à l'excès d'émissions de gaz à effet de serre. Ces derniers produisent des changements progressifs dans la température et dans la précipitation, et une montée du niveau de la mer, provoquant à leur tour des changements dans la fréquence, l'intensité et la durée de phénomènes climatiques extrêmes. Le changement climatique va avoir différents impacts sur les régions en fonction de leur sensibilité et leur capacité d'adaptation, donc leur vulnérabilité. Beaucoup d'efforts sont actuellement mis en oeuvre face au changement climatique grâce à des initiatives gouvernementales, des activités des ONG et un accord institutionnel mondial : le protocole de Kyoto. Les auteurs de ce texte proposent un modèle consistant en une nouvelle conception de la gouvernance mondiale qui fait valoir le travail des individus dans tout le processus.

## **2. Gestion des ressources énergétiques, minérales et maritimes**

#### *7- Gestion durable des forêts*

Cahier de propositions où l'auteur analyse différentes définitions de la forêt, les conflits qui surgissent avec d'autres usages du territoire et les impacts économiques et environnementaux avec la croissance des superficies agricoles.

#### *8 - Le manifeste de l'eau pour un nouveau contrat mondial*

À la suite de la parution du "Manifeste de l'eau" de Riccardo Petrella, une série de réunions a été organisée à Lisbonne autour de la problématique de l'accès à l'eau dans le monde. Ces rencontres ont abouti à la rédaction d'un manifeste pour un contrat mondial de l'eau. Ce texte est, depuis, devenu une référence pour tout mouvement qui agit ou souhaite agir pour l'accès à l'eau.

#### *9 – Le Forum alternatif mondial de l'eau*

Le second Forum alternatif mondial de l'eau (*Fame*) s'est tenu à Genève du 17 au 20 mars 2005, avec des objectifs nouveaux par rapport aux objectifs considérés prioritaires dans le premier Forum de mars 2003.

## **3. Agriculture, et sécurité et souveraineté alimentaires**

#### *10 - Marées noires : un océan de profits*

S'il est un secteur qui se montre, tant dans son organisation que dans ses résultats, excellent élève de la mondialisation capitaliste, c'est bien celui du transport maritime. Roseline Vachetta, membre de la commission de la Politique régionale, des Transports et du Tourisme du Parlement européen, revient ici sur cette question.

#### *11 - Déclaration des peuples pour la souveraineté alimentaire*

La nourriture et l'agriculture sont essentielles partout, tant pour une production et un approvisionnement en nourriture saine suffisants, qu'en tant que fondement des communautés, des cultures et de milieux sains. Tout cela est actuellement sapé par l'accélération croissante des politiques néolibérales promues par les pouvoirs politiques et économiques dominants. Cette déclaration présente quelques propositions alternatives, favorables aux besoins des populations.

## *12 - Déclaration de Nyéléni*

Nyéleni a donné son nom au Forum pour la souveraineté alimentaire qui s'est tenu à Sélingué au Mali. Nyéleni est une paysanne malienne devenue légendaire pour avoir été une grande agricultrice et avoir ainsi nourri les siens - elle incarne la souveraineté alimentaire de par son travail, sa capacité d'innovation et son attention aux autres. Les participants sont et représentent des paysans, pasteurs, pêcheurs, peuples indigènes, travailleurs migrants, femmes et jeunes, rassemblés à Nyéleni 2007, producteurs et productrices d'aliments, prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Ce document est la déclaration finale qui en résulte du forum, après quatre jours de réflexions et de partages.

## **4. Développement durable et la relation humanité-biosphère**

### *13 - Vers une architecture politico-économique globale d'espace environnemental*

Le concept d'espace environnemental (EE) a été mis en avant comme moyen de concrétiser la viabilité environnementale. En se fondant sur trois piliers, à savoir la reconnaissance des limites naturelles, un principe d'équité fort et un intérêt avéré pour les ressources disponibles, ce concept offre un cadre cognitif pour une approche exhaustive et intégrée de la politique, ainsi que de la gestion de l'environnement et des ressources. Sur fond de préoccupations environnementales et d'épuisement des ressources, cette démarche offre une base normative plus convaincante que le discours de « sécurité environnementale » repris par un nombre croissant de gouvernements.

### *14 - Décroissance ou développement durable ?*

Les événements climatiques extrêmes se multiplient, les déchets s'amoncellent, les nappes phréatiques s'épuisent ou sont polluées, le pétrole va devenir rare et son contrôle fait l'objet de conflits de plus en plus violents, que ce soit en Irak ou en Tchétchénie. Dans le même temps, la capacité du système économique à répondre aux besoins sociaux est de plus en plus contestée.

### *15 - La « décroissance » : renaissance d'un concept révolutionnaire*

L'idée de la décroissance date du début des années 70, une vingtaine d'années avant l'émergence du concept du "développement durable". Il s'agit d'une critique radicale du principe de l'augmentation constante du revenu global, autrement dit la croissance du PIB, sur laquelle est fondé tout l'ordre économique actuel.

### *16 - La grande transition : la promesse et le leurre de la période à venir*

Cet ouvrage innovateur offre une nouvelle vision pour un monde durable. Il décrit les racines historiques, la dynamique actuelle, les futurs dangers et les voies alternatives du développement mondial. Il avance une de ces voies, la Grande Transition, comme itinéraire privilégié et identifie les stratégies, les agents du changement et les valeurs pour un nouvel agenda mondial. La phase planétaire de l'histoire a commencé, sa forme ultime restant profondément incertaine. Le développement mondial tournera-t-il vers un monde où les personnes, les cultures et la nature sont appauvries ? Ou y aura-t-il une Grande Transition vers un avenir de vies enrichies, de solidarité humaine et de durabilité de l'environnement ? L'évaluation par les auteurs des carrefours mondiaux actuels est inquiétante. Le développement conventionnel est périlleux, tandis que le chemin de la réforme vers un futur durable est problématique et incertain. Pourtant, cet ouvrage montre qu'un changement de direction fondamental reste possible. Les éléments progressifs de la société civile, des gouvernements, des organisations internationales et du monde des affaires peuvent forger un nouveau paradigme de durabilité, une vision alternative de la mondialisation centrée sur la qualité de la vie, la solidarité humaine, la résilience de l'environnement et des citoyens bien informés et engagés.

### *17 - Mondialisation, postmatérialisme et triadisation*

L'auteur définit la triadisation comme une approche holistique à la compréhension de la gouvernance mondiale qui tient compte des différents types d'interaction entre les trois forces de la société et les institutions clés qui les représentent (entreprises, État et société civile). Il établit trois étapes dans la triadisation, caractérisées par les différentes prises de position et interactions entre les acteurs, catégorisés selon leur vision du monde en tant que "Jihad" (intégristes religieux), "McWorld" (néolibéraux matérialistes) et "Civitas" (humanistes et spiritualistes). Les deux premiers types sont totalitaires, tandis que le dernier est pluraliste. Les trois étapes proposées par l'auteur sont la triadisation "de facto", "consciente" et "avancée", qui diffèrent entre elles par le degré d'organisation entre les 3 forces. L'auteur considère la triadisation avancée comme une étape nécessaire pour transformer le monde et le sauver de la destination de la voie de gouvernance actuelle, qui le conduit à la destruction totalitaire ou au contrôle social absolu.

## **5. Gestion des territoires, des villes et de la ruralité**

### *18 - Territoires et mondialisation : enjeux du développement*

D'abord portée par les rhétoriques nationalistes conférant un rôle central aux États-nations, puis par les rhétoriques globalistes et néolibérales visant l'intégration du marché mondial à l'espace sans frontières, la modernisation du Sud n'a pas tenu ses promesses. L'approche des pratiques populaires locales, dans leur complexité et leurs contradictions, explore les dimensions d'une « reterritorialisation » des conditions du développement.

### *19 - L'engagement de la FASE pour une Amazonie durable et démocratique*

Ce texte explique l'expérience de la FASE en Amazonie ; il vise à contribuer au débat et à l'élaboration de diagnostics, d'opinions et de propositions collectives d'alternatives durables et démocratiques pour la région, en collaboration avec les partenaires de la FASE.

### *20 - Trente années d'Habitat I : le modèle néolibéral des villes ne suffit plus !*

Sur le point de célébrer le trentenaire du premier Sommet Mondial d'Habitat I à Vancouver, les peuples, les citoyens du monde, constatons un recul très net des conditions de vie ainsi que des droits inaliénables auxquels nous, les habitants, avons tous droits.

### *21 - « Déclaration de Guadalajara sur l'avenir des villes ». Une proposition*

Un colloque international intitulé « L'avenir des villes » s'est déroulé du 28 novembre au 2 décembre 2004 à Guadalajara, Mexique. Durant ces quatre jours, plusieurs chercheurs mexicains, argentins, allemands et espagnols ont donné des conférences sur des thèmes d'ordre général et sur d'autres plus concrets. Pour cette table ronde, le modérateur a demandé aux participants de présenter quelques idées générales sur le thème en question. Dans cette publication, l'auteur vise à contribuer au débat sur le thème de la ville.

### *22 - Sécurisation de la propriété communautaire dans un monde de plus en plus globalisé*

Cette publication fait état d'études de cas sur les régimes de propriété communautaire réalisées par des organisations et des chercheurs des réseaux de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) sur l'action collective et les droits de propriété (CAPRI). Tandis que la publication présente les leçons apprises par l'ILC et CAPRI, les points de vue exprimés dans les études de cas sont ceux de leurs auteurs respectifs. Les études de cas proviennent d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique Latine.

# ***Principaux mots-clés***

**Acteurs non-étatiques** – *fiches 6, 12, 17, 19, 22*

Description

**Développement durable** – *fiches 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 11, 13, 14, 15, 16, 19*

**Institutions internationales** - *fiches 1, 4*

**Sécurité humaine** - *fiches 8, 14, 20*

**Evolution du rôle de l'Etat** - *fiches 2, 5, 13, 19, 21*

**Démocratisation** - *fiches 17, 21*

**Valeurs et principes** - *fiches 2, 13, 15, 21*

**Politiques économiques et sociales** - *fiches 11, 12, 20*

**Droits** - *fiches 9, 11*

**Économie de marché** - *fiches 11, 18,*

**Stratégies de construction de la gouvernance mondiale** – *fiches 16, 17*

**Biens publics** - *fiches 8, 9, 1*

**Mise en réseau des acteurs** - *fiches 3, 8, 12, 19*

**Visions et scénarios** – *fiches 1, 2, 16, 17*

**Agendas et feuilles de route** – *fiches 1, 16*

**Gouvernance environnementale** – *fiches 1, 2, 5, 6, 13, 14*

**Mondialisation économique** – *fiches 10, 15, 18*

**Perspectives** – *fiches 1, 2, 6, 16, 17,*

**Echelles du territoire** – *fiches 3, 7, 13, 18, 19, 22*

**Changement climatique** – *fiches 3, 4, 5, 6, 14, 15*

**Relations Nord-Sud** – *fiches 5, 18*

**Développement local** - *fiches 7, 12, 18, 19*



**Régulations internationales** - *fiches 10, 11,*

**Transports et communications** – *fiches 9, 10*

**Agriculture** – *fiches 3, 7, 11, 12, 22*

**Ressources naturelles** – *fiches 7, 9, 10, 14*

**Sécurité alimentaire** – *fiches 8, 11, 12, 22*

**Connaissance mondialisée** – *fiches 1, 2*

**Modèles de consommation** – *fiches 14, 15*

**Ville durable** – *fiches 20, 21*

# La gouvernance environnementale mondiale : Éléments d'un programme de réforme

**Adil NAJAM**  
**Mihaela PAPA**  
The Fletcher School,  
Tufts University,  
EE.UU.  
**Naada TAIYAB**  
International Institute  
for Environment and  
Development, R.U.

2007/05/14

**Agendas et feuilles de route**

**Connaissance mondialisée**

**Développement durable**

**Gouvernance environnementale**

**Institutions internationales**

**Perspectives**

**Visions et scénarios**

"Éléments d'un programme de réforme" est le troisième et dernier chapitre du livre électronique, "Gouvernance environnementale mondiale : Un programme de réforme", publié en 2006 par l'Institut international du développement durable. Dans ce chapitre, les auteurs suggèrent qu'il semble exister un consensus autour de cinq objectifs principaux quant à la gouvernance environnementale mondiale (GEM) : (1) un leadership assurée par des institutions proéminentes et oompétentes qui commandent le respect et le soutien des grands dirigeants mondiaux ; (2) la connaissance, qui fait de la GEM un système qui se base sur les connaissances et produit des connaissances ; (3) la cohésion, autour d'une vision environnementale mondiale partagée ; (4) la performance, avec des institutions de GEM qui sont bien gérées, ont les ressources dont elles ont besoin et utilisent ces ressources efficacement ; et (5) la diffusion, vers les autres arènes de la politique internationale, et vers des institutions non environnementales.

Les deux premiers chapitres de "Gouvernance environnementale mondiale : Un programme de réforme" présentent une évaluation générale des intenses débats en cours sur les différentes dimensions du défi de la gouvernance environnementale mondiale.

Les auteurs affirment qu'il semble exister un consensus non dit mais puissant quant à ce que devraient être les objectifs primordiaux du système de gouvernance environnementale mondiale (GEM). Cinq objectifs, notamment, ressortent comme étant particulièrement importants et commandent un large soutien :

1. La leadership. Le système de GEM doit capturer l'attention et le soutien visible des grands dirigeants politiques. Les institutions clé du système doivent être dirigées par des personnalités du plus haut calibre professionnel et de réputation internationale, tous travaillant ensemble vers les meilleurs intérêts du système de GEM dans son ensemble.

2. La connaissance. La science doit être la base de référence d'une politique environnementale forte. Le système de GEM doit être reconnu comme un système basé sur les connaissances et produisant des connaissances.

3. La cohésion. La GEM doit fonctionner en tant "système cohérent" raisonnablement coordonné, ayant une communication régulière et dont les différents éléments vont dans la même direction.

4. La performance. Les institutions qui composent le système de GEM doivent être bien gérées ; elles doivent disposer des ressources dont elles ont besoin et doivent les utiliser efficacement ; et elles doivent être efficaces dans la mise en oeuvre. L'objectif ultime du système de GEM est d'améliorer la condition environnementale mondiale.

5. La diffusion. Le système de GEM doit chercher à incorporer les préoccupations et actions environnementales dans d'autres arènes de la politique et de l'action internationale, notamment dans le contexte du développement durable.

Il y a de nombreux chemins que l'on peut prendre pour atteindre ces objectifs. Le reste de ce chapitre esquisse un ensemble de chemins et un ensemble de recommandations pratiques pour mieux harmoniser le système de GEM avec ces objectifs.

Source : Najam, Adil, Papa Mihaela et Nadaa Taiyab (auteurs principaux) ; Institut international du développement durable (partenaire pour le contenu) ; Coutelier J. Cleveland (éditeur thématique). 2007. "Gouvernance environnementale mondiale : Éléments d'un programme de réforme". In : Encyclopedia of Earth. Eds. Coutelier J. Cleveland (Washington, D.C., : Environmental Information Coalition, National Council for Science and the Environment). Publié le 5 avril 2007 ; dernière révision le 14 mai 2007 ; téléchargé le 26 juillet 2007.



# Gouvernance systémique de la planète : les sciences sociales à l'épreuve

Frank BIERMANN

The Global  
Governance Project

2006/07/19

Connaissance  
mondialisée

Développement  
durable

Evolution du rôle de  
l'État

Gouvernance  
environnementale

Perspectives et  
scénarios

Transparence,  
reddition de comptes

Valeurs et principes

Visions et scénarios

**Cet article décrit la notion de gouvernance systémique de la planète en tant que nouveau phénomène social, programme politique et sujet de recherches. Il décrit ensuite les problèmes majeurs qui rendent compliquée cette gouvernance en tant que projet politique ainsi qu'en tant que pratique de recherches, à savoir la crédibilité, la stabilité, la capacité d'adaptation et la capacité d'inclusion. La partie principale de l'article sert à exposer les cinq défis qui se trouvent au coeur de la gouvernance systémique de la planète : l'architecture, l'action au-delà de l'État, l'adaptation au sein de l'État, la responsabilité et l'allocation.**

Cet article décrit la notion de gouvernance systémique de la planète en tant que nouveau phénomène social, programme politique et sujet de recherches. L'auteur décrit les problèmes majeurs qui rendent compliquée cette gouvernance et expose des principes pour la gouvernance systémique de la planète en tant que projet politique et pratique de recherches. Dans la partie principale de l'article il présente cinq défis de recherches et de gouvernance qui se trouvent au coeur de la gouvernance systémique de la planète.

Les causes, les conséquences et les possibles réponses à la transformation anthropogénique systémique de la planète sont diverses, ce qui rend impossible de concevoir une solution valable pour tous les cas. Plusieurs problèmes caractéristiques correspondent à la gouvernance systémique de la planète : une grande incertitude analytique et normative, une grande interdépendance temporelle, fonctionnelle et spatiale, et des effets potentiellement critiques.

Ces problèmes, caractéristiques de la transformation mondiale des paramètres systémiques de la planète dus à l'action de l'Homme, n'ont pas de précédent dans la gouvernance de l'espèce humaine. De ces caractéristiques de transformation systémique de la planète, l'auteur déduit quatre principes de gouvernance de ce système : la crédibilité, la stabilité, la capacité d'adaptation et capacité d'inclusion.

La gouvernance systémique de la planète est un phénomène empirique émergent ainsi qu'un projet politique du 21ème siècle. Dans ces deux dimensions, il constitue aussi pour les sciences sociales un défi majeur. Celles-ci doivent être capables de développer des visions théoriques et des outils pratiques qui permettent de mettre en place des moyens efficaces de gouvernance systémique de la planète. Par conséquent, Biermann expose cinq groupes fondamentaux de questions qui doivent servir à renouveler les recherches sur la théorie de la gouvernance systémique de la planète : le problème des différentes architectures globales de gouvernance systémique de la planète, l'action au-delà l'État, la capacité d'adaptation des mécanismes de gouvernance, leur responsabilité et légitimité, et les moyens d'allocation dans la gouvernance systémique de la planète.

Source : Frank Biermann, 2006, "Earth System Governance - The Challenge for Social Science", Global Governance Working Paper No. 19,

Amsterdam et al. : The Global Governance Project, [www.glogov.org](http://www.glogov.org), droits réservés à l'auteur.

# Les paysan(ne)s qui pratiquent une agriculture durable contribuent à refroidir la terre

Via Campesina

2007/11/05

**Agriculture**

**Changement climatique**

**Développement durable**

**Echelles du territoire**

**Mise en réseau des acteurs**

**Les modes de production, de consommation et de commerce actuels ont provoqué une destruction massive de l'environnement, et ont contribué au réchauffement climatique qui met en danger les écosystèmes de notre planète et mène les communautés humaines au-devant de catastrophes. Le réchauffement climatique prouve l'échec d'un modèle de développement fondé sur la forte consommation d'énergies fossiles, la surproduction et la libéralisation des échanges.**

Les agriculteurs et agricultrices du monde se joignent à d'autres mouvements sociaux, organisations, citoyens et communautés pour exiger et développer des transformations sociales, économiques et politiques radicales afin d'inverser la tendance actuelle.

La production et la consommation d'aliments industriels contribuent de manière significative au réchauffement climatique et à la destruction des communautés rurales. Le transport alimentaire intercontinental, la monoculture intensive, la destruction des terres et des forêts, et l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture transforment le secteur agricole en consommateur d'énergie et contribuent au changement climatique. Suite aux politiques néolibérales imposées par l'Organisation mondiale du commerce, les Accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les aliments sont produits à l'aide de pesticides et d'engrais à base de pétrole, puis sont transportés dans le monde entier pour leur transformation et leur consommation.

La mondialisation de l'agriculture et la production alimentaire industrielle provoquent le réchauffement climatique à travers le transport des aliments dans le monde entier, l'imposition de formes de production industrielles (la mécanisation, l'exploitation intensive, l'utilisation de produits agrochimiques, les monocultures), la destruction de la biodiversité (et des puits de carbone), la transformation des terres et des forêts en zones non agricoles, et le passage de l'agriculture du statut de producteur d'énergie à celui de consommateur d'énergie.

Les agrocarburants, le commerce du carbone, les arbres et les cultures génétiquement modifiés, sont des fausses solutions développées par le secteur agroalimentaire mondial. Via Campesina a la conviction que les solutions à la crise actuelle doivent émerger des acteurs sociaux organisés qui sont à même de développer des modes de production, de commerce et de consommation fondés sur la justice, la solidarité et des communautés saines. Aucune modification technologique ne résoudra le désastre environnemental et social mondial actuel.

2007/07/14

Changement  
climatique

Coopération  
institutionnelle

Développement  
durable

Institutions  
internationales

Nouvelles institutions

## **Élargir et renforcer les objectifs du Protocole de Kyoto : inciter les parties prenantes internationales à s'engager dans la transparence sur les gaz à effet de serre**

**L'article propose de créer une nouvelle institution, l'Organisation internationale des émissions (OIE), dont le but serait de surmonter les carences des politiques actuelles sur la réduction de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre. L'OIE rassemblerait les partenaires dans un cadre plus concis permettant de rationaliser les diverses initiatives existantes et futures. En complément de la législation et des règles actuelles et à venir, l'OIE devra mettre en place un certain nombre d'outils, de pouvoirs, de mécanismes de gouvernance et d'incitations pour résoudre quelques uns des problèmes.**

La réduction de la pollution et des émissions des gaz à effet de serre est devenue un enjeu mondial. Le monde dispose aujourd'hui d'une mosaïque de législations, d'ONG, d'acteurs à but lucratif et d'autres agents avec des intérêts et objectifs variés et divers. Notamment, la plupart des notions actuelles de gouvernance pèchent par leur manque de transparence pour les utilisateurs et consommateurs. De plus, elles n'associent pas les objectifs politiques à des mesures concrètes de mesure, et elles manquent de dimension internationale.

Pour y faire face, l'Équipe mondiale A de la Compétition d'innovation par les jeunes dans la gouvernance mondiale a développé une approche mondiale en proposant une Organisation internationale des émissions (OIE). En complément de la législation et des règles actuelles et à venir, et avec pour objectif de résoudre quelques uns des problèmes exposés, l'OIE devra mettre en place plusieurs outils, pouvoirs, mécanismes de gouvernance et incitations, parmi lesquels :

- ▀ une graduation de la pollution normalisée sur le plan international qui servirait à mesurer les émissions à l'échelle nationale et une labellisation des produits destinés à la consommation qui servirait à augmenter la transparence ;
- ▀ liaison avec les mécanismes de sanction de l'OMC pour retirer du commerce international les produits non conformes ;
- ▀ des incitations économiques et diplomatiques pour les pays membres ;
- ▀ un appui financier pour le Mécanisme de développement propre et pour la Recherche et développement sur les technologies de réduction de la pollution ;
- ▀ servir d'espace de dialogue avec les ONG et l'opinion publique internationale.

La doctrine du Protocole de Kyoto doit cimenter les fondements de l'OIE, mais en même temps la mission de réduction des émissions doit permettre le développement d'une perspective plus opérationnelle qui comprend des règles internationales de gouvernance obligatoires, des modes d'adhésion et ainsi de suite. On espère inciter ainsi certains pays importants qui n'ont pas



adhéré au Protocole de Kyoto à le faire sous l'influence de l'OIE et de sa relation avec l'OMC. L'environnement mondial a besoin de toute urgence d'un engagement irrévocable en matière de politique d'émissions de gaz à effet de serre.

Source : Youth Innovation Competition on Global Governance - <http://www.cgg.fudan.edu.cn/index1.html>

# Conférence pour le changement climatique

## **Youth Innovation Competition on Global Governance**

2007/07

**Le plan de contrôle coopératif à l'échelle mondiale qu'on expose dans cet écrit est axé sur la création d'un accord international en plusieurs points. Les objectifs de la proposition se divisent fondamentalement en deux parties. D'abord, la recherche de voies alternatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre, surtout celles liées à des sources énergétiques, et deuxièmement, une méthode de veille des comportements des pays concernés.**

## **Changement climatique**

## **Développement durable**

## **Evolution du rôle de l'Etat**

## **Gouvernance environnementale**

## **Relations Nord-Sud**

Les auteurs de cet article cherchent à trouver une solution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sans trop compromettre l'économie mondiale, ainsi qu'à bâtir une gouvernance juste de cette problématique cruciale. Il s'agit de créer un système de récompenses liées à l'efficacité énergétique pour les pays développés et de récompenses liées à l'amélioration pour les pays en voie de développement. C'est un système d'incitations qui fonctionne sur le volontariat, dont le but est d'améliorer le Protocole de Kyoto. Ne s'agissant pas d'une organisation supranationale, il faut chercher des moyens plus efficaces et performants pour faire en sorte que les nations adhèrent à un tel accord et le respectent, afin d'assurer que tous les pays participeront à cette initiative mondiale.

La proposition concerne essentiellement le secteur privé, parce que pour réaliser de vraies réductions dans les émissions de gaz à effet de serre, les changements doivent venir des industries et des entreprises elles-mêmes. L'opération consiste à regrouper les pays par deux dans un système de coopération bilatérale, permettant le renforcement réciproque entre un pays développé et un pays en voie de développement. On propose également qu'ait lieu périodiquement un sommet international pour réaliser les accords, puis contrôler les résultats. Cela permettrait également aux nations de procéder à d'éventuels amendements.

Source : Youth Innovation Competition on Global Governance - [www.cgg.fudan.edu.cn](http://www.cgg.fudan.edu.cn)

# Les émissions de gaz à effet de serre et les efforts d'atténuation à l'échelle mondiale

World Team E.  
Youth Innovation  
Competition on Global  
Governance

2007/07/12

Acteurs non-étatiques

Changement  
climatique

Gouvernance  
environnementale

Perspectives

**Le changement climatique est un défi global majeur directement lié à l'excès d'émissions de gaz à effet de serre. Ces derniers produisent des changements progressifs dans la température et dans la précipitation, et une montée du niveau de la mer, provoquant à leur tour des changements dans la fréquence, l'intensité et la durée de phénomènes climatiques extrêmes. Le changement climatique va avoir différents impacts sur les régions en fonction de leur sensibilité et leur capacité d'adaptation, donc leur vulnérabilité. Beaucoup d'efforts sont actuellement mis en oeuvre face au changement climatique grâce à des initiatives gouvernementales, des activités des ONG et un accord institutionnel mondial : le protocole de Kyoto. Les auteurs de ce texte proposent un modèle consistant en une nouvelle conception de la gouvernance mondiale qui fait valoir le travail des individus dans tout le processus.**

Un grand nombre de citoyens dépend pour sa survie de secteurs sensibles au climat comme l'agriculture, les forêts et la pêche. L'impact négatif du changement climatique sous forme de précipitation réduite et d'augmentation des températures, ainsi que d'augmentation du risque de sécheresse et d'inondations menace la sécurité alimentaire et la subsistance. L'économie mondiale, elle aussi, se trouve face à ce défi, car elle dépend notamment des ressources naturelles telles que les agricoles, forestières, côtières et hydriques. Tout cela génère de la tension sur les systèmes écologique et socioéconomique qui supportent déjà de fortes pressions produites par la vitesse de l'industrialisation, les formes d'organisation et le développement économique. Les hommes sont en train de changer profondément et irrémédiablement le climat de la terre par le moyen de combustibles fossiles qui émettent du dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre qui retient la chaleur. C'est à cause de tout cela que le monde a bien raison de s'inquiéter du changement climatique

En plus des nombreux efforts pour faire face au changement climatique menés à partir d'initiatives gouvernementales, celles des ONG et du protocole de Kyoto, les auteurs proposent un nouveau modèle basé sur les humains où des citoyens du monde égaux qui communiquent librement sont les protagonistes, qui échangent des informations, discutent et cherchent des solutions par le consensus. Ils utilisent l'internet et les médias, et travaillent dans le cadre de plusieurs types d'organismes : des universités, des ONG, de bénévoles locaux et des groupes de société civile.

Source : Youth Innovation Competition on Global Governance -  
<http://www.cgg.fudan.edu.cn/index1.html>

# Gestion durable des forêts

**Luis Felipe Cesar,**  
Crescente Fertil, Brésil

**Olivier Ranke**  
La Bergerie; FPH,  
France

**Cahier de propositions où l'auteur analyse différentes définitions de la forêt, les conflits qui surgissent avec d'autres usages du territoire et les impacts économiques et environnementaux avec la croissance des superficies agricoles.**

2001/10

**Agriculture**

**Développement durable**

**Développement local**

**Fôrets**

**Monde rural**

**Ressources naturelles**

Le travail de réflexion autour de la forêt et des différentes dimensions socio-économiques de la gestion forestière est mené dans ce cahier de propositions sur 3 grands axes. Tout d'abord sur le plan de l'existence problématique des surfaces forestières par rapport à d'autres usages du territoire. Dans ce point est abordé le conflit de logiques qui oppose le maintien de surfaces forestières préservées et l'augmentation de l'urbanisation ainsi que la progression des terres agricoles (causes de la déforestation). Le second axe privilégie l'examen des impacts économiques et environnementaux de la croissance des superficies forestières, autrement dit les effets d'une extension forestière sur l'organisation économique de nos sociétés.. Enfin, un troisième axe essaye de problématiser en termes politiques et économiques l'existence d'aires forestières urbaines et péri-urbaines, facteurs dans la gestion des territoires aussi bien que la constitution symbolique du paysage. Chaque axe fait l'objet de propositions commentées.

# Le manifeste de l'eau pour un nouveau contrat mondial

**Assemblée Mondiale  
des Elus et des  
Citoyens pour l'Eau  
(AMECE)**

2006/08

À la suite de la parution du "Manifeste de l'eau" de Riccardo Petrella, une série de réunions a été organisée à Lisbonne autour de la problématique de l'accès à l'eau dans le monde. Ces rencontres ont abouti à la rédaction d'un manifeste pour un contrat mondial de l'eau. Ce texte est, depuis, devenu une référence pour tout mouvement qui agit ou souhaite agir pour l'accès à l'eau.

**Biens publics**

**Développement durable**

**Mise en réseau des  
acteurs**

**Sécurité alimentaire**

**Sécurité humaine**

Dès sa parution, ce manifeste a servi de fondement à la constitution d'un certain nombre d'Associations pour le Contrat Mondial de l'Eau (ACME). Il en existe en Italie, en Belgique, en France, au Canada et depuis peu en Suisse et au Brésil...

Nous venons d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Amérique du Nord, d'Asie, d'Europe. Nous nous sommes rassemblés à trois reprises en 1998 sans autre légitimité et représentativité que celle d'être des citoyens concernés par le fait qu'1.4 milliards de personnes sur 5.8 milliards d'habitants de la planète n'ont pas accès à l'eau potable, source primordiale de vie. Ce fait est inacceptable.

Or, le risque est grand qu'en 2020, lorsque la population mondiale atteindra environ les 8 milliards d'êtres humains, les personnes n'ayant pas accès à l'eau potable s'élèvent à plus de 3 milliards. Cela est inadmissible. On peut, on doit empêcher que l'inadmissible devienne acceptable.

Voici les principes qu'il faut soutenir : L'eau "source de vie" appartient en commun aux habitants de la Terre. Le droit à l'eau est un droit inaliénable individuel et collectif. L'eau doit contribuer à la solidarité de vie entre communautés, pays, sociétés, sexes et générations. L'accès à l'eau passe nécessairement par le partenariat. Il est temps de dépasser les logiques des "seigneurs de la guerre" et des conflits économiques pour l'hégémonie et la conquête des marchés. Nous pensons que la prise en charge financière de l'eau doit être à la fois collective et individuelle selon les principes de responsabilité et d'utilité. L'eau est une affaire de citoyenneté et de démocratie. Toute politique de l'eau implique un haut degré de démocratie au niveau local, national, continental et mondial.

Voici aussi les propositions, pour que ces principes et ces règles deviennent des réalités vivantes au cours des 20-25 prochaines années : la constitution d'un "réseau de parlements pour l'eau" ; la promotion de campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation autour de "L'eau pour tous" ; la mise en place d'un Observatoire Mondial des Droits de l'Eau.

# Le Forum alternatif mondial de l'eau

**Claude DROUOT**

Forum alternatif mondial de l'eau (FAME)

2005/03/31

**Le second Forum alternatif mondial de l'eau (*Fame*) s'est tenu à Genève du 17 au 20 mars 2005, avec des objectifs nouveaux par rapport aux objectifs considérés prioritaires dans le premier Forum de mars 2003.**

**Biens publics**

**Développement durable**

**Droits**

**Ressources naturelles**

**Transports et communications**

La politique mondiale de l'eau mise en place par le Conseil mondial de l'eau, émanation de la Banque mondiale, s'appuie sur trois grands principes. En premier lieu, l'eau doit être considérée comme un bien économique, une marchandise comme le pétrole ou le blé. En second lieu, l'accès à l'eau est un besoin vital, pas un droit humain ; la satisfaction du besoin est donc du ressort de chaque individu qui va consommer un bien accessible à travers les mécanismes de marché. Enfin, l'eau doit être considérée comme une ressource précieuse (l'or bleu) ; destinée à devenir de plus en plus rare, c'est une ressource stratégique importante ; la sécurité hydrique « nationale » devient donc un problème politique central.

À l'opposé, le *Fame* de Florence s'est tenu sur des bases très différentes, et ses principes fondateurs, définis dans la déclaration de Porto Alegre de février 2002, sont désormais bien connus. Premièrement, l'eau ne doit pas être une marchandise et ne doit pas être source de profit. Deuxièmement, elle fait partie du patrimoine de l'humanité et doit donc être placée sous la protection publique. Troisièmement, elle doit être accessible à tous, en quantité suffisante pour ne pas menacer la santé des usagers. Quatrièmement, le secteur public est mandaté et désigné par la loi comme le représentant de l'intérêt public. Cinquièmement, les citoyens doivent être au cœur des processus de décision des politiques publiques de l'eau aux niveaux local, national et international.

# Marées noires : un océan de profits

**Roseline  
VACHETTA**

2005/03/31

**S'il est un secteur qui se montre, tant dans son organisation que dans ses résultats, excellent élève de la mondialisation capitaliste, c'est bien celui du transport maritime. Roseline Vachetta, membre de la commission de la Politique régionale, des Transports et du Tourisme du Parlement européen, revient ici sur cette question.**

**Développement durable**

**Economie de marché**

**Mondialisation  
économique**

**Régulations  
internationales**

**Ressources naturelles**

**Transports et  
communications**

Certains bateaux poubelles concentrent tous les ingrédients et toute l'opacité de la mondialisation capitaliste. Ainsi, autour du Prestige, on retrouve : richissime armateur grec, société écran libérienne, pavillon de complaisance des Bahamas, équipage asiatique, bureaux de contrôle et de vérification des procédures nautiques nord-américains et français, fioul lourd russe, gestion de la catastrophe par les États espagnol et français. Première forme généralisée de délocalisation à grande échelle vers le tiers-monde, le transport maritime a connu une expansion de 430 % en 30 ans et surtout une baisse de coûts de 30 % ces dix dernières années. Une chaîne de complaisance qui développe le profit maximum pour certains et la misère sans fin pour de nombreux autres.

Il faut rompre radicalement toute la chaîne de complaisance. L'océan doit cesser d'être une zone de non droit ! Les liens entre le propriétaire du navire et l'État doivent être clairs, les contrats avec l'affrètement définis, et les statuts de l'équipage conformes aux règles de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les sociétés écrans qui échappent à toutes les législations doivent être déclarées illégales. Les sanctions pénales doivent être à la mesure des dégâts causés.

Il est nécessaire de mettre en place un véritable service public de la mer. C'est un projet certes ambitieux, mais nécessaire. Cela passe par des chantiers navals publics, la formation du personnel de bord, dont le statut doit être clairement établi, des choix de construction aux services des besoins, notamment celui de navires répondant à des normes de sécurité élevées.

Source : Europe solidaire sans frontières  
<http://www.europe-solidaire.org>

# Déclaration des peuples pour la souveraineté alimentaire

People's Food  
Sovereignty Network

2007/11

Agriculture

Développement durable

Droits

Economie de marché

Politiques économiques  
et sociales

Régulations  
internationales

Sécurité alimentaire

**La nourriture et l'agriculture sont essentielles partout, tant pour une production et un approvisionnement en nourriture saine suffisants, qu'en tant que fondement des communautés, des cultures et de milieux sains. Tout cela est actuellement sapé par l'accélération croissante des politiques néolibérales promues par les pouvoirs politiques et économiques dominants. Cette déclaration présente quelques propositions alternatives, favorables aux besoins des populations.**

Au lieu d'aider les peuples du monde à se nourrir, les institutions mondiales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dirigent un système qui privilégie la production pour l'exportation, accroît la faim et la malnutrition mondiales, et éloigne les populations par millions des bénéfices et des ressources de production telles que la terre, l'eau, la pêche, la semence, la technologie et le savoir faire. Un changement radical est nécessaire d'urgence.

Ce document trace les lignes et les propositions nécessaires pour mettre en oeuvre un tel changement. Parmi elles, tout d'abord, il déclare la souveraineté alimentaire des peuples en tant que droit. Pour garantir l'indépendance et la souveraineté alimentaire des populations de la planète, il faut produire la nourriture à partir de systèmes de production diversifiés et liés aux communautés.

Deuxièmement, les normes du commerce doivent garantir la souveraineté alimentaire. Le commerce mondial ne doit pas présider aux objectifs locaux et nationaux de développement économique, social, environnemental et culturel. Ensuite, il faut arrêter les politiques agricoles et alimentaires néolibérales, ainsi que les pratiques de dumping. Enfin, comme complément au rôle des gouvernements locaux et nationaux, il faut incontestablement un nouveau cadre international alternatif pour la régulation multilatérale de la production et le commerce durables pour la de nourriture, la pêche et autres biens agricoles. Ce document présente quelques principes à respecter pour que cela puisse se faire, tels que la souveraineté alimentaire des peuples, le droit à la protection des marchés domestiques, le principe de précaution, de vrais mécanismes internationaux de participation démocratique, la priorité à la production alimentaire domestique, entre autres.

Source : [Site web des Peuples pour la souveraineté alimentaire](http://www.peoplesfoodsovereignty.org) –  
www.peoplesfoodsovereignty.org



# Déclaration de Nyéléni

## **Forum pour la souveraineté alimentaire**

2007/02

## **Acteurs non-étatiques**

### **Agriculture**

### **Développement local**

### **Mise en réseau des acteurs**

### **Politiques économiques et sociales**

### **Sécurité alimentaire**

**Nyéleni a donné son nom au Forum pour la souveraineté alimentaire qui s'est tenu à Sélingué au Mali. Nyéleni est une paysanne malienne devenue légendaire pour avoir été une grande agricultrice et avoir ainsi nourri les siens - elle incarne la souveraineté alimentaire de par son travail, sa capacité d'innovation et son attention aux autres. Les participants sont et représentent des paysans, pasteurs, pêcheurs, peuples indigènes, travailleurs migrants, femmes et jeunes, rassemblés à Nyéleni 2007, producteurs et productrices d'aliments, prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Ce document est la déclaration finale qui en résulte du forum, après quatre jours de réflexions et de partages.**

Les délégués sont des producteurs et productrices alimentaires, prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Ils considèrent que leur patrimoine en tant que producteurs alimentaires est crucial pour l'avenir de l'humanité. Cela vaut particulièrement pour les femmes et les peuples indigènes, créateurs historiques de savoirs alimentaires et agricoles, qui sont sous-estimés. Ce patrimoine et leur capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance se voient menacés, sapés, par le néolibéralisme et le capitalisme mondial. La souveraineté alimentaire donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer le savoir et la capacité de production alimentaire.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce d'entreprise et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments.

Tout en travaillant avec la communauté locale de Sélingué pour créer un espace de rencontre Nyéleni, les délégués se sont engagés à développer un mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en passant des alliances, en appuyant leurs luttes respectives et en offrant leur solidarité, forces et créativité aux peuples du monde entier qui luttent pour la souveraineté alimentaire.

# Vers une architecture politico-économique globale d'espace environnemental

**Ton BÜHRS**  
University of  
Christchurch, Nouvelle-  
Zélande

2007/11

**Biens publics**

**Développement durable**

**Echelles du territoire**

**Evolution du rôle de l'Etat**

**Gouvernance environnementale**

**Valeurs et principes**

**Le concept d'espace environnemental (EE) a été mis en avant comme moyen de concrétiser la viabilité environnementale. En se fondant sur trois piliers, à savoir la reconnaissance des limites naturelles, un principe d'équité fort et un intérêt avéré pour les ressources disponibles, ce concept offre un cadre cognitif pour une approche exhaustive et intégrée de la politique, ainsi que de la gestion de l'environnement et des ressources. Sur fond de préoccupations environnementales et d'épuisement des ressources, cette démarche offre une base normative plus convaincante que le discours de « sécurité environnementale » repris par un nombre croissant de gouvernements.**

Le concept d'espace environnemental offre un cadre cognitif aidant à légitimer la gouvernance environnementale globale (y compris les ressources) sans porter atteinte aux droits des personnes à prendre leurs propres décisions sur l'utilisation des ressources et le type de société dans laquelle elles souhaitent vivre. Toutefois, l'adoption du concept comme base d'une gouvernance globale doit affronter d'immenses obstacles. Ce document s'intéresse avant tout aux barrières d'ordre politico-économique et explore la manière de les surmonter.

Dans les années 90, l'adoption de l'approche d'espace environnemental a principalement été soutenue au niveau national par une organisation non gouvernementale et une poignée d'universitaires. Même si certains gouvernements se sont intéressés à cette idée, sa portée n'aura été que limitée. Des problèmes de méthodologie, un soutien politique trop faible et le piège de l'action collective en sont les principales causes. Aucun gouvernement n'a appliqué l'approche EE aux efforts de développement durable, en partie parce qu'accepter les limites de la consommation des ressources au niveau national semble n'avoir qu'un très faible écho tant que d'autres pays ne sont pas prêts à le faire eux-mêmes (d'où l'idée de piège de l'action collective).

Dans ce document, l'auteur explique tout d'abord la notion d'espace environnemental, puis approfondit les principes de base. Il poursuit par une discussion sur certaines des limites d'analyse pouvant expliquer pourquoi ce concept n'a pas su s'imposer dans le domaine politique. L'auteur présente ensuite un outil d'analyse des aspects politico-économiques et propose des éléments intéressants pour abaisser les barrières à l'adoption de l'approche d'espace environnemental. Pour conclure, il se demande si de tels obstacles peuvent être surmontés, et de quelle manière. Source : CSGR Working Paper Series 236/07

# Décroissance ou développement durable ?

**Guillaume DUVAL**

Alternatives  
économiques, France

2004/12/05

**Les événements climatiques extrêmes se multiplient, les déchets s'amoncellent, les nappes phréatiques s'épuisent ou sont polluées, le pétrole va devenir rare et son contrôle fait l'objet de conflits de plus en plus violents, que ce soit en Irak ou en Tchétchénie. Dans le même temps, la capacité du système économique à répondre aux besoins sociaux est de plus en plus contestée.**

**Changement climatique**

**Développement durable**

**Gouvernance  
environnementale**

**Modèles de  
consommation**

**Ressources naturelles**

**Sécurité humaine**

Les inégalités mondiales se creusent et si une partie de l'Asie est en train de sortir du sous-développement, c'est en adoptant un mode de vie dévoreur de ressources non renouvelables. Bref, et chacun (ou presque) en convient désormais : on va dans le mur et il faut changer de mode de développement. Et pas dans un siècle, dès les prochaines années. Mais comment faire ? Un débat de plus en plus vif oppose les partisans d'une « décroissance soutenable », organisant le recul de l'économie monétaire, aux tenants d'un « développement durable » permettant de concilier croissance et écologie.

Cet article relate l'enjeu de la controverse entre les prises de positions possibles pour ou contre le développement durable ou la décroissance, dans le contexte d'une urgence environnementale d'un côté, et celui des populations du tiers-monde désireuses de commodités et de consommation ainsi que celles du premier monde qui ne veulent pas non plus y renoncer. Il expose aussi les limites de la deuxième option et la difficulté à en faire pédagogie parmi les citoyens pour voir un jour sa mise en application.

Source : Alternatives Economiques  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

# La « décroissance » : renaissance d'un concept révolutionnaire

**Mathieu**  
**AUZANNEAU**  
Terra Economica

2004/03/29

**L'idée de la décroissance date du début des années 70, une vingtaine d'années avant l'émergence du concept du "développement durable". Il s'agit d'une critique radicale du principe de l'augmentation constante du revenu global, autrement dit la croissance du PIB, sur laquelle est fondé tout l'ordre économique actuel.**

**Changement climatique**

**Développement durable**

**Modèles de consommation**

**Mondialisation économique**

**Valeurs et principes**

L'argument central de cette critique : toutes les matières premières et toutes les énergies consommées aujourd'hui sont perdues pour les générations futures. Les pays riches doivent donc consommer beaucoup moins afin de préserver durablement le bien-être sur Terre. A l'heure où l'on parle plus que jamais de réchauffement climatique, de pénurie d'hydrocarbures et de destruction de la biodiversité, la thèse de la décroissance retrouve des adeptes, après plus d'un quart de siècle de léthargie. Bien qu'encore lacunaire et parfois contradictoire, elle incarne pour certains la théorie économique globale qui fait pour l'instant défaut au mouvement altermondialiste.

Réunis par des membres du collectif "Casseurs de pub" et de la revue écologiste "Silence", quelque 200 "objecteurs de croissance" ont tenu colloque à Lyon pendant deux jours. Ils ont parlé de concepts tel que "l'innovation frugale" dans le décor rococo d'une salle d'honneur parée de feuilles d'or de l'Hôtel de ville de Lyon, symbole de l'opulence de la capitale des Gaules.

Source : Transfert - [www.transfert.net](http://www.transfert.net)

# La grande transition : la promesse et le leurre de la période à venir

**Paul RASKIN**

Tellus Institute, États-unis

**Tariq BANURI**

Asia Centre of the Stockholm Environment Institute

**Gilberto GALLOPÍN**

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (United Nations)

**Pablo GUTMAN**

World Wide Fund for Nature

**Al HAMMOND**

World Resources Institute

**Robert KATES**

World Hunger Program.

Watson Institute for International Studies.

Brown University, États-unis

**Rob SWART**

2002

**Agendas et feuilles de route**

**Développement durable**

**Stratégies de construction de la gouvernance mondiale**

**Visions et scénarios**

Cet ouvrage innovateur offre une nouvelle vision pour un monde durable. Il décrit les racines historiques, la dynamique actuelle, les futurs dangers et les voies alternatives du développement mondial. Il avance une de ces voies, la Grande Transition, comme itinéraire privilégié et identifie les stratégies, les agents du changement et les valeurs pour un nouvel agenda mondial. La phase planétaire de l'histoire a commencé, sa forme ultime restant profondément incertaine. Le développement mondial tournera-t-il vers un monde où les personnes, les cultures et la nature sont appauvries ? Ou y aura-t-il une Grande Transition vers un avenir de vies enrichies, de solidarité humaine et de durabilité de l'environnement ? L'évaluation par les auteurs des carrefours mondiaux actuels est inquiétante. Le développement conventionnel est périlleux, tandis que le chemin de la réforme vers un futur durable est problématique et incertain. Pourtant, cet ouvrage montre qu'un changement de direction fondamental reste possible. Les éléments progressifs de la société civile, des gouvernements, des organisations internationales et du monde des affaires peuvent forger un nouveau paradigme de durabilité, une vision alternative de la mondialisation centrée sur la qualité de la vie, la solidarité humaine, la résilience de l'environnement et des citoyens bien informés et engagés.

La transition mondiale a commencé. Une société planétaire prendra forme au cours des décennies à venir. Mais son résultat est un point d'interrogation. Les tendances actuelles fixent la direction de départ pour le voyage, mais pas sa destination. Le développement mondial peut prendre des chemins dramatiquement différents et dépend de la manière de résolution des conflits de l'environnement et sociaux. Côté pessimiste, il est bien trop aisé d'envisager un avenir lugubre de personnes, de cultures et d'une nature appauvries. En effet, pour beaucoup cette possibilité menaçante paraît la plus probable. Mais cela n'a rien d'inévitable. L'humanité a le pouvoir de prévoir, de choisir et d'agir. Bien que paraissant peu probable, une transition vers un avenir de vies enrichies, de solidarité humaine et d'une planète saine est possible.

C'est cette histoire que ces pages racontent. Il s'agit d'un travail d'analyse, d'imagination et d'engagement. En tant qu'analyse, il décrit les racines historiques, la dynamique actuelle et les futurs dangers du développement mondial. En tant qu'imagination, il relate des scénarios alternatifs mondiaux sur le long terme et considère leurs implications. En tant qu'engagement, il cherche à avancer un de ces scénarios - la Grande Transition - en identifiant les stratégies, les agents du changement et les valeurs pour un nouvel agenda mondial.

Cet essai est la culmination du travail du Global Scenario Group (GSG), convoqué en 1995 par le Stockholm Environment Institute en tant qu'organisme international et pluriel pour examiner les conditions nécessaires pour une transition vers la durabilité. Au fil des ans, le GSG a proposé aux organisations internationales d'importantes évaluations de scénario et collaboré avec des collègues autour du monde. Troisième d'une trilogie, la Grande Transition construit à partir des ouvrages précédents, "Branch Points" (points de décision) (Gallopín et al., 1997),

qui fixe le cadre du scénario du GSG, et "Bending the Curve" (fléchir la courbe) (Raskin et al., 1998), qui analyse les risques et les perspectives à long terme pour la durabilité dans les futurs possibles du développement conventionnel.

L'ouvrage part d'une description de l'époque actuelle comme celle du décollage de la transition vers ce qui est défini comme la "phase planétaire" de l'histoire humaine. Il répertorie ensuite plusieurs scénarios mondiaux présentés par différentes tendances et visions du monde, puis précise des objectifs pour un monde durable suivis de quelques stratégies et outils pour une transition vers cet avenir durable. Le chapitre 5 raconte une "Histoire de l'avenir", qui décrit toutes ces tendances et tous ces éléments de manière fictive, en trois "époques" qui incarnent les phases de transition. Le dernier chapitre ajoute quelques suggestions sur la forme de cette transformation historique.

Raskin, P., T. Banuri, G., Gallopín, P., Gutman, A., Hammond, R., Kates et Rob Swart (2002), Great Transition : The Promise and Lure of the Times Ahead, rapport du Global Scenario Group, série SEI PoleStar, rapport no. 10, Stockholm Environment Institute, Boston

# Mondialisation, postmatérialisme et triadisation

**Nicanor PERLAS**

Center for Alternative  
Development Initiatives,  
Philippines

2002/09/26

Acteurs non-étatiques

Démocratisation

Perspectives et  
scénarios

Stratégies de  
construction de la  
gouvernance mondiale

Visions et scénarios

**L'auteur définit la triadisation comme une approche holistique à la compréhension de la gouvernance mondiale qui tient compte des différents types d'interaction entre les trois forces de la société et les institutions clés qui les représentent (entreprises, État et société civile). Il établit trois étapes dans la triadisation, caractérisées par les différentes prises de position et interactions entre les acteurs, catégorisés selon leur vision du monde en tant que "Jihad" (intégristes religieux), "McWorld" (néolibéraux matérialistes) et "Civitas" (humanistes et spiritualistes). Les deux premiers types sont totalitaires, tandis que le dernier est pluraliste. Les trois étapes proposées par l'auteur sont la triadisation "de facto", "consciente" et "avancée", qui diffèrent entre elles par le degré d'organisation entre les 3 forces. L'auteur considère la triadisation avancée comme une étape nécessaire pour transformer le monde et le sauver de la destination de la voie de gouvernance actuelle, qui le conduit à la destruction totalitaire ou au contrôle social absolu.**

Lorsqu'elle se révèle pour première fois dans la vie sociale, la triadisation n'est pas dans sa manifestation achevée. Il y a plusieurs types de triadisation et plusieurs étapes qu'une véritable triadisation doit franchir. A l'instar de l'être humain, la triadisation traverse les étapes de l'enfance, l'adolescence et la vie adulte et par conséquent les manifestations concrètes de la triadisation peuvent varier dans le temps et l'espace selon les conjonctures de la vie sociale. D'après cette analogie, la "triadisation avancée" (phase adulte) doit avoir traversé d'abord les deux phases antérieures : la "triadisation de fait" (phase de l'enfance) et la "triadisation consciente" (phase adolescente).

La triadisation de fait a lieu à partir du moment où l'une des trois puissances institutionnelles mondiales affirme son autonomie et défend son domaine d'action des invasions perçues ou réelles des deux autres puissances et domaines de la société. Dans l'histoire récente, c'est la société civile qui est presque exclusivement à l'origine d'initiatives de triadisation de fait. Dans la triadisation de fait, la société civile est en mode protestataire, voire de rejet. La bataille de Seattle est l'un des meilleurs exemples de triadisation de fait.

La triadisation consciente survient lorsque les trois puissances institutionnelles reconnaissent que la société est composée de ces trois domaines et qu'elles sont elles-mêmes les institutions clés de ces trois domaines sociaux. Dans la triadisation consciente, les trois institutions clés sont conscientes qu'elles sont entrées en toute conscience dans un processus social qui mobilise les perspectives, forces, ressources et capacités uniques aux domaines culturel, politique et économique de la société. Les trois institutions clés savent que, dans la triadisation consciente, elle mettent leurs talents respectifs au service de la recherche du développement durable, en équilibrant les impératifs économiques et politiques, ainsi que culturels, sociaux, écologiques, humains et spirituels du développement.

Dans la triadisation consciente, la société civile est en mode

d'engagement critique. L'Agenda 21 Philippin (PA21) est exemplaire de la triadisation consciente en marche. Le PA21 articule une image de la société en pleine triadisation consciente et fait montre d'une compréhension des institutions clés de la société et des domaines dans lesquels elles agissent. Civitas aux Philippines, représentée par la société civile, a pu convaincre le gouvernement philippin, représentant McWorld, d'adopter officiellement le PA21 comme cadre de travail pour un développement durable du pays.

Considérée sous la perspective du développement ou de l'évolution, la triadisation avancée est la phase adulte de la triadisation. Dans la triadisation avancée, la confiance et le respect réciproques sont établies et institutionnalisés, tandis que dans la triadisation consciente il faut y travailler à tout instant. Dans la triadisation avancée, la compréhension de la substance des différents domaines représentés par les trois institutions clés est tellement acquise que de nouvelles initiatives, bien que radicales, déterminent de plus en plus la substance du processus de triadisation.

Par exemple, dans la triadisation consciente, bien des aspects de l'économie néolibérale McWorld sont encore des sujets dans les débats sur la substance de la triadisation. Il en va de même dans les approches traditionnelles à la gouvernance. Dans la triadisation avancée, ne seront retenues de l'économie néolibérale que les véritables découvertes empiriques, et ces dernières seront placées dans le contexte d'une économie solidaire ou associative et non d'une économie de compétition. Ainsi, on retiendra le concept de marché ouvert, mais les prix et les profits ne joueront plus le rôle central d'indices régissant les prises de décision économiques. Au lieu de cela, les prix et les profits seront placés parmi d'autres considérations lorsque les associations économiques s'efforceront d'assurer que le système économique satisfasse aux besoins humains de tous.

Source : Center for Alternative Development Initiatives (CADI),  
[http://www.cadi.ph/Features/Feature\\_11\\_Post\\_Mat.htm](http://www.cadi.ph/Features/Feature_11_Post_Mat.htm)





# Territoires et mondialisation : enjeux du développement

Jean-Philippe  
PEEMANS

2008/03/10

Développement local

Echelles du territoire

Economie de marché

Mondialisation  
économique

Rôle des régions

Relations Nord-Sud

**D'abord portée par les rhétoriques nationalistes conférant un rôle central aux États-nations, puis par les rhétoriques globalistes et néolibérales visant l'intégration du marché mondial à l'espace sans frontières, la modernisation du Sud n'a pas tenu ses promesses. L'approche des pratiques populaires locales, dans leur complexité et leurs contradictions, explore les dimensions d'une « reterritorialisation » des conditions du développement.**

Les enjeux des rapports entre territoires et mondialisation sont multiples et complexes. Ils montrent par ailleurs à partir de points de vue relevant d'échelles spatiales différentes – locales, régionales, nationales ou continentales –, que la dimension territoriale est devenue une composante incontournable de toute réflexion critique sur le développement des peuples.

L'auteur défend l'hypothèse selon laquelle une perspective critique, élaborée à partir d'études sur le développement, peut contribuer à mettre en valeur la complexité des relations entre territoires et mondialisation, en montrant que les enjeux ne se réduisent pas aux seules dimensions économiques ou géopolitiques dans lesquelles ils sont souvent enfermés.

Après avoir analysé l'évolution des relations entre territoire et développement dans le contexte du processus historique (en tenant compte, enfin, de la mondialisation et de l'accumulation économique qui va avec), l'auteur tente de définir les normes de la gouvernance néolibérale et de l'ordre territorial mondial qui l'accompagne ; il défend par ailleurs sa propre vision du processus de « déterritorialisation » du Sud, différente de celle du discours dominant.

Pour finir, Peemans prône un développement moins attentif à l'accumulation de capital sur le marché mondial, permettant la satisfaction des besoins vitaux en tant que pierre angulaire de la reconstruction des territoires.

Source : CETRI  
[www.cetri.be/spip.php?article346](http://www.cetri.be/spip.php?article346)

# L'engagement de la FASE pour une Amazonie durable et démocratique

FASE  
Brasil

2007/05/04

**Ce texte explique l'expérience de la FASE en Amazonie ; il vise à contribuer au débat et à l'élaboration de diagnostics, d'opinions et de propositions collectives d'alternatives durables et démocratiques pour la région, en collaboration avec les partenaires de la FASE.**

**Acteurs non-étatiques**

L'objet de ce document est d'analyser l'avenir de l'Amazonie en tant que défi national et international, le débat politique sur le sort de cette région, ainsi que les grands problèmes et arguments liés à son développement. Il présente également la contribution et les propositions de la FASE (*Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional – Fédération d'organisations pour l'aide sociale et éducative*), ONG fondée en 1961 qui travaille dans tout le Brésil au développement local, communautaire et associatif.

**Développement durable**

**Echelles du territoire**

**Evolution du rôle de l'Etat**

**Mise en réseau des acteurs**

**Mondialisation démocratique**

Le sort de l'Amazonie est au cœur d'une grande bataille qui oppose pays riches et pays du sud. Cette bataille s'inscrit dans une guerre qui décidera du prix que devra payer chaque pays lors de l'inévitable répartition des coûts de la crise environnementale et des changements catastrophiques dans le climat mondial. Le Brésil, considéré comme la cinquième source d'émission de dioxyde de carbone au monde en raison de la déforestation, est redevenu la cible des critiques internationales de ceux qui pensent que le pays ne fait pas suffisamment d'efforts pour garantir la conservation de l'Amazonie. Au Brésil, ceux qui défendent à tout prix le développement de l'Amazonie répondent sans aucun scrupule que les pays riches ont déjà détruit leurs forêts et souhaitent à présent empêcher le Brésil de faire de même pour devenir un pays développé.

Le Plan de croissance accélérée (PAC) lancé récemment représente un éloignement de la position néolibérale qui constitue à nier le rôle du gouvernement dans l'économie. Avec le PAC, la « main invisible du marché » sera remplacée par « la main visible du gouvernement », qui aura encore une fois un rôle décisif « dans la planification et la définition des priorités, et dans l'articulation du secteur privé et du secteur public ». Tout comme d'autres importants investissements en infrastructures prévus pour l'Amazonie, ce plan met en lumière quelques uns des principaux problèmes que pose le modèle de développement de la région. Citons entre autres trois projets à fort impact social et environnemental, notamment la construction de centrales hydroélectriques et le goudronnage d'autoroutes, destinés à satisfaire les besoins des gros producteurs.

Face aux intérêts des multinationales, les soi-disant national-développementalistes continuent à défendre des projets de production de produits de base à forte intensité énergétique qui ne protègent ni l'environnement ni les segments les plus vulnérables de la population, à savoir les indigènes, les agriculteurs et les paysans. Après plusieurs années d'expérience dans la région de l'Amazonie, la FASE se doit de mettre ses connaissances au service d'un projet plus important, dans le cadre d'un réseau organisé de la société civile de l'Amazonie. Le combat pour une Amazonie durable, démocratique et solidaire, compte déjà parmi ses alliés

un large éventail de mouvements sociaux, d'associations, de coopératives et d'organisations de la société civile. Les engagements de la FASE portent sur la lutte pour la réforme agraire et la régularisation des terres, la lutte pour la réforme urbaine, la garantie de la sécurité alimentaire, l'extension des activités de commerce équitable et de solidarité, la consommation durable et la consolidation de l'agro-écologie.

# Trente années d'Habitat I : le modèle néolibéral des villes ne suffit plus !

**Mariella  
TORNAGO**  
Alliance internationale  
des habitants

2006/06/23

**Sur le point de célébrer le trentenaire du premier Sommet Mondial d'Habitat I à Vancouver, les peuples, les citoyens du monde, constatons un recul très net des conditions de vie ainsi que des droits inaliénables auxquels nous, les habitants, avons tous droits.**

**Construction de la  
paix**

**Droit au logement**

**Lutte contre  
l'exclusion et les  
inégalités**

**Politiques  
économiques et  
sociales**

**Sécurité humaine**

**Ville durable**

Au terme de cette période, les objectifs et buts fixés alors n'ont pas été atteints, pas même en partie : 15% de la population mondiale se trouve sans logement. La faute aux investissements étrangers dans les pays endettés ou en transition vers une économie de marché (comme c'est le cas pour Karachi, Mumbai, New Delhi et Istanbul), aux privatisations du secteur et à la libéralisation du marché immobilier (dans une grande partie de l'Europe, Russie comprise et des Etats-Unis), aux épurations ethniques (de l'Ex-Yougoslavie au Royaume Uni), aux occupations et aux guerres (Palestine et autres) et aux spéculations humaines sur les désastres naturels comme ce fut le cas pour le Tsunami et la Nouvelle Orléans.

Dans ce contexte, l'idée de baser les politiques publiques sur l'officialisation des informels par la simplification des normes administratives tandis que la référence au "droit au logement" disparaîtrait progressivement des textes de UN-Habitat semble bien superficielle ou ingénue.

Le développement harmonieux des villes, le respect des droits fondamentaux des personnes et l'amélioration des conditions de vie leur population exige aujourd'hui plus que jamais la mise en place d'un nouveau pacte social urbain qui nous concerne tous (associations d'habitants et mouvements sociaux urbains, autorités locales et gouvernementales, investisseurs militants et autres opérateurs), partageant des principes (droits au logement et à la ville, intervention publique, durabilité, égalité et non-discrimination).

Source : Alliance Internationale des Habitants ([lien direct](#))

# « Déclaration de Guadalajara sur l'avenir des villes ». Une proposition

**Horacio CAPEL**  
Geocrítica. Universitat de Barcelona,  
Catalogne (Espagne)

2004/12/02

**Un colloque international intitulé « L'avenir des villes » s'est déroulé du 28 novembre au 2 décembre 2004 à Guadalajara, Mexique. Durant ces quatre jours, plusieurs chercheurs mexicains, argentins, allemands et espagnols ont donné des conférences sur des thèmes d'ordre général et sur d'autres plus concrets. Pour cette table ronde, le modérateur a demandé aux participants de présenter quelques idées générales sur le thème en question. Dans cette publication, l'auteur vise à contribuer au débat sur le thème de la ville.**

**Acteurs non-étatiques**

**Démocratisation**

**Droit au logement**

**Evolution du rôle de l'Etat**

**Valeurs et principes**

**Ville durable**

Les trois quarts de la population mondiale vivent désormais dans des zones urbaines. Les problèmes de l'avenir des villes sont liés à ceux de l'avenir de l'Humanité. La ville englobe différentes dimensions : elle est à la fois *urbs*, *civitas* et *polis*. L'urbanisme doit tenir compte de toutes ces dimensions, et pas seulement de la dimension physique.

L'urbanisme s'est jusqu'à présent développé et imposé de haut en bas ; il est désormais nécessaire de développer un urbanisme dans la direction opposée, c'est-à-dire vers le haut. Les techniciens et les hommes politiques doivent être au service des besoins et des demandes des citoyens. Par ailleurs, la participation doit devenir l'instrument de base de l'urbanisme afin que celui-ci puisse garantir le débat public et assurer ainsi le contrôle des décisions prises.

La proposition de ce manifeste a été élaborée par l'auteur pendant le colloque. Elle constitue une prise de position face à certaines questions soulevées durant les débats, et inclut une liste de 34 affirmations en rapport avec une approche de la gestion urbaine qui favorise la défense de l'intérêt public, les besoins des citoyens et l'expression de ceux-ci à travers la participation.

# Sécurisation de la propriété communautaire dans un monde de plus en plus globalisé

**Andrew FUYS**  
International Fund for  
Agricultural  
Development

**Esther MWANGI,**  
United Nations  
Development Program

**Stephan DOHRN**  
Consultative Group on  
International  
Agricultural Research

**Cette publication fait état d'études de cas sur les régimes de propriété communautaire réalisées par des organisations et des chercheurs des réseaux de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) sur l'action collective et les droits de propriété (CAPRI).**

**Tandis que la publication présente les leçons apprises par l'ILC et CAPRI, les points de vue exprimés dans les études de cas sont ceux de leurs auteurs respectifs. Les études de cas proviennent d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique Latine.**

2008/03

**Agriculture**

**Echelles du territoire**

**Sécurité alimentaire**

La sécurisation des droits d'accès des millions de foyers dépendant de la propriété communautaire pour vivre est l'un des principaux défis en matière de réduction de la pauvreté dans les zones rurales. Les biens communs jouent un rôle religieux, culturel et environnemental ; ils ont une importance toute particulière pour garantir la subsistance des membres les plus pauvres de la société, y compris les femmes et les sans-terre. Des études récentes ont également démontré que malgré le fait que des niveaux significatifs de revenu national proviennent des biens communs, ils ne sont que rarement reconnus dans la comptabilité nationale.

Le chemin vers la propriété terrienne privée, qui se produit dans toutes les régions du monde, signifie que des zones entières de terres historiquement publiques sont désormais privatisées. Ceci profite à quelques privilégiés qui sont en mesure de s'approprier des terres, mais l'équation se solde par la dépossession terrienne d'un grand nombre de travailleurs moins fortunés qui avaient jusque-là accès à ces ressources.





# *Index*

	<b>Présentation</b>	<b>3</b>
	<b>Sommaire détaillé</b>	<b>5</b>
	<b>Principaux mots-clés</b>	<b>11</b>
Fiche 1 -	<i>La gouvernance environnementale mondiale : Éléments d'un programme de réforme</i>	<b>10</b>
Fiche 2 -	<i>Gouvernance systémique de la planète : les sciences sociales à l'épreuve</i>	<b>13</b>
Fiche 3 -	<i>Les paysan(ne)s qui pratiquent une agriculture durable contribuent à refroidir la terre</i>	<b>15</b>
Fiche 4 -	<i>Élargir et renforcer les objectifs du Protocole de Kyoto...</i>	<b>16</b>
Fiche 5 -	<i>Conférence pour le changement climatique</i>	<b>18</b>
Fiche 6 -	<i>Les émissions de gaz à effet de serre et les efforts d'atténuation à l'échelle mondiale</i>	<b>19</b>
Fiche 7 -	<i>Gestion durable des forêts</i>	<b>20</b>
Fiche 8 -	<i>Le manifeste de l'eau pour un nouveau contrat mondial</i>	<b>21</b>
Fiche 9 -	<i>Le Forum alternatif mondial de l'eau</i>	<b>22</b>
Fiche 10 -	<i>Marées noires, un océan de protits</i>	<b>23</b>
Fiche 11 -	<i>Déclaration des peuples pour la souveraineté alimentaire</i>	<b>24</b>
Fiche 12 -	<i>Déclaration de Nyéléni</i>	<b>25</b>
Fiche 13 -	<i>Vers une architecture politico-économique globale d'espace environnemental</i>	<b>26</b>
Fiche 14 -	<i>Décroissance ou développement durable ?</i>	<b>27</b>
Fiche 15 -	<i>La « décroissance » : renaissance d'un concept révolutionnaire</i>	<b>28</b>
Fiche 16 -	<i>La grande transition : la promesse et le leurre de la période à venir</i>	<b>29</b>
Fiche 17 -	<i>Mondialisation, postmatérialisme et triadisation</i>	<b>31</b>
Fiche 18 -	<i>Territoires et mondialisation : enjeux du développement</i>	<b>34</b>
Fiche 19 -	<i>L'engagement de la FASE pour une Amazonie durable et démocratique</i>	<b>35</b>
Fiche 20 -	<i>Trente années d'Habitat I : le modèle néolibéral des villes ne suffit plus !</i>	<b>37</b>
Fiche 21 -	<i>« Déclaration de Guadalajara sur l'avenir des villes ». Une proposition</i>	<b>38</b>
Fiche 22 -	<i>Sécurisation de la propriété communautaire dans un monde de plus en plus globalisé</i>	<b>39</b>